



HAL
open science

Entre océan Indien et bassin du lac Tchad, Sahara et Afrique de l'est, la Corne de l'Afrique, un angle mort géostratégique en pleine recomposition

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Entre océan Indien et bassin du lac Tchad, Sahara et Afrique de l'est, la Corne de l'Afrique, un angle mort géostratégique en pleine recomposition. Atlas du Monde diplomatique 2012, 2012, pp.80-82. halshs-00729009

HAL Id: halshs-00729009

<https://shs.hal.science/halshs-00729009v1>

Submitted on 7 Sep 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Entre océan Indien et bassin du lac Tchad, Sahara et Afrique de l'est, la Corne de l'Afrique, un angle mort géostratégique en pleine recomposition

La Corne de l'Afrique : une région qui n'évoque guère que famines, guerres, anarchie et insécurité. L'année 2011 n'a certes pas dérogé à ce registre : la précarité des conditions naturelles s'y conjugue toujours avec le poids de l'histoire pour y exacerber les tensions autour de l'accès aux ressources. Pourtant, des éléments de stabilisation, sans doute temporaires et annonciateurs de recompositions à venir, sont à relever. Un Grand Jeu s'esquisse, où l'Éthiopie, géant régional, tente de s'imposer tandis que le Soudan désormais divisé tente d'échapper à la désintégration.

Le bassin du Nil : ouverture d'une nouvelle ère

Coup de tonnerre en mai 2010 à Kampala : les 7 Etats riverains du bassin supérieur du Nil, menés par l'Éthiopie, déclarent vouloir désormais procéder de manière unilatérale à l'exploitation des eaux du fleuve. Au Caire comme à Khartoum, seuls signataires de l'accord de partage des eaux de 1959, cette annonce sonne comme une provocation. Après avoir réagi par la menace, l'Égypte cherche à séparer les pays des Grands Lacs de l'Éthiopie : promesse d'aides financières, projets de développement hydro agricoles communs sur les rives du lac Victoria. Mais l'Éthiopie, dépourvue de sources d'énergie et qui souhaite se lancer dans une politique de développement à marches forcées, démarre la construction de barrages hydro-électriques sur le cours du Nil Bleu et des autres tributaires du Nil principal : inauguration d'un barrage sur la rivière Tekezzē, affluent de l'Atbara, en juillet 2010, annonce de la mise en chantier du barrage du Millenium, sur le Nil Bleu, pour un coût de 3,5 milliards de dollars. Faute de financement international, les Ethiopiens paieront, dans un grand élan nationaliste. A ses voisins et à l'Égypte, l'Éthiopie explique vouloir devenir exportateur d'hydroélectricité, dans l'intérêt de tous.

Dans le même temps, Addis-Abeba se hérissent d'immeubles de bureaux et de tours, dont le nouveau siège de l'Union Africaine. Des infrastructures modernes sont créées, comme la route stratégique construite avec l'aide européenne et des entreprises chinoises du nord au centre du pays, entre Axoum et Gondar. Le taux de croissance économique frise les 10% par an, grâce au développement agricole des deux bassins fluviaux qui traversent le pays, l'Aouach et l'Omo. Et l'Éthiopie, pilier de l'influence américaine dans la Corne, autant qu'amie historique de la Chine, se manifeste sur la scène régionale : intervention militaire massive en Somalie, puis envoi de 4000 hommes pour sécuriser le district contesté d'Abyei au Soudan, avec l'accord du Nord et du Sud.

Le Soudan voit, lui au contraire, sa capacité de projection extérieure se rétracter : il met en œuvre, de façon opaque, la construction de 7 barrages hydroélectriques sur le Nil principal en aval de Khartoum, dont celui de Hamdab/Mérowé sur la 4^e cataracte inauguré en 2008 malgré une vive opposition de la part des riverains qui refusent d'être délogés.

Le pouvoir de Khartoum cherche-t-il ainsi à se prémunir contre l'indépendance du Sud et à s'assurer une indépendance énergétique ainsi que des ressources agricoles à

l'heure où il perd les champs de pétrole du Sud et les vastes terres fertiles de la cuvette du Haut-Nil ?

L'indépendance du Sud-Soudan : une liesse bien tempérée

L'accession du Sud-Soudan à l'indépendance le 9 juillet 2011, marque en réalité la naissance de deux Etats. Acceptée avec une apparente placidité par le Nord, comme issue inéluctable de l'accord de Naivasha en janvier 2005, elle constitue en réalité un traumatisme et un défi. Le régime militaro-islamiste en place depuis juin 1989 à Khartoum a désormais pour priorité d'éviter la désintégration et la viabilité du pays « restant » : abolition par les armes de l'autonomie accordée par l'accord de Naivasha aux provinces du Nil Bleu et des monts Nouba qui ont combattu aux côtés des rebelles sudistes, refus de mettre en œuvre le statut particulier du district à population mixte d'Abyei - où s'installe une force d'interposition éthiopienne -, et « digestion » du Darfour, d'où les mouvements rebelles ont été éliminés. Les différentes factions du Sudan Liberation Movement sont repliées vers l'Ouganda et le Sud-Soudan, tandis que le Mouvement pour la Justice et l'Egalité partage au Niger le destin incertain du régime en déroute de Mouammar Kadhafi.

Enfin, le régime de Khartoum tente de restaurer sa tutelle sur le Sud-Soudan, sur le modèle de « l'étranger proche » post-soviétique : soutien aux dissidents politiques, aux rebellions militaires ou ethniques contre le nouveau pouvoir, et même à la tristement célèbre Lord Resistance Army chassée d'Ouganda et repliée en RCA ; pressions économiques par l'augmentation des royalties à verser pour acheminer le pétrole du Sud jusqu'à la mer Rouge, et par la fermeture de la frontière au commerce qui alimente les provinces limitrophes du Nord à partir de Khartoum.

Le Sud-Soudan a déjà une longue histoire, et il arrive à l'indépendance richement doté en ressources, et entouré d'amis. Mais il est dramatiquement mal préparé à assumer les défis qui l'attendent : il n'a ni administration, ni cadres, ni infrastructures. Et le pouvoir aux mains des ex-combattants du SPLA et de l'ethnie dinka y est d'ores et déjà en proie à la corruption, à l'incompétence et au tribalisme. Dans cette ambiance d'eldorado fébrile, convergent toutes les ambitions régionales : champ d'expansion des investisseurs éthiopiens et érythréens, coopération égyptienne soucieuse d'assurer une présence sur le cours du Haut-Nil, commerçants kenyans, ougandais et somaliens, et bien sûr, ici comme ailleurs, les entreprises chinoises tiennent le haut du pavé. Plus discrets mais vigilants, Israël et les pays occidentaux veillent sur cette arrière-cour du monde arabe et musulman.

Sur les marches de l'empire, des fauteurs de troubles qui ne désarment pas

A l'inverse de la prudence sud-soudanaise, au centre de l'intérêt régional, l'Érythrée se distingue par son mutisme. Le splendide isolement de l'ancienne 14^e province de l'Éthiopie ne signifie pas que ses dirigeants restent inactifs : leur obsession est l'affaiblissement de l'Éthiopie, seul gage à leurs yeux de la survie de l'Érythrée. C'est ainsi que l'Érythrée soutient tous les protagonistes des guerres somaliennes hostiles à l'Éthiopie : hier les Tribunaux islamiques du président cheikh Chérif, et aujourd'hui les Chébabs. Lors de la crise entre Le Caire et Addis-Abeba sur le partage des eaux du Nil, l'Érythrée a été prompte à apporter son soutien au Caire. Enfin, les relations

entre Asmara et Khartoum sont bonnes, et permettent aux deux voisins d'éviter un face-à-face risqué avec Addis-Abeba. Ce qui n'exclut pas des relations confiantes entre Asmara et Juba, fondées sur le soutien érythréen à l'opposition soudanaise et au SPLM dès les années 90, et sur la solidarité entre mouvements qui ont combattu pour leur liberté.

Enfin, la Somalie demeure plus que jamais livrée à l'anarchie : aucun pouvoir d'État n'a réussi à s'y imposer depuis la chute du général Siyad Barré en 1991. Espace périphérique et marginal, il a été délaissé par les puissances après l'échec cuisant de l'opération Restore Hope américaine en 1992. mais il a soudainement pris une place géostratégique centrale avec l'apparition de la piraterie maritime dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, qui met en danger le commerce maritime mondial. Les flottes de commerce y sont désormais protégées par les forces aéronavales des pays concernés, sans que pour autant une solution soit sérieusement recherchée aux causes de cette insécurité en Somalie même. Les seules solutions durables et pacifiques à la crise somalienne ont été conçues par les Somaliens eux-mêmes : Somaliland et Puntland sont indépendants de facto, le premier étant en passe d'obtenir une forme de reconnaissance internationale qui lui permettra d'accueillir des investissements étrangers liés à la mise en exploitation de ses ressources pétrolières.